



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**

**Service eau et nature**

**Guichet unique de l'eau**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION N° 006-25 du 23/01/2025**

**CONCERNANT la création de 18 piézomètres dans le cadre**

**de la réalisation de la liaison souterraine HTB**

**COMMUNES DE LEGE-CAP FERRET, ARES, ANDERNOS, LANTON, AUDENGE et BIGANOS**

**AIOT n° 0100283958**

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne pour 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des Lacs Médocains révisé le 15 mars 2013 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés approuvé le 13 février 2013 ;

VU le **dossier de déclaration** déposé au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement considéré complet en date du **15/01/2025**, présenté **par Réseau de Transport d'Électricité (RTE)** représenté par M. LECOEUR Mickael **d'EGIS VILLES ET TRANSPORT/TRACTEBEL** enregistré sous l'**AIOT n°0100283958** et relatif à la création de 18 piézomètres ;

CONSIDÉRANT que le projet est destiné à la surveillance quantitative ou qualitative des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec la réglementation en vigueur sus-citée ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Groupement EGIS Villes et Transports / TRACTEBEL**

**pour Réseau de Transport d'Electricité (RTE)**

SIRET : 493 334 429 005 91

Domiciliée : 170 Avenue Thiers – 69006 LYON 6ème

**concernant la création de 18 piézomètres en vue d'effectuer la surveillance quantitative et qualitative des eaux souterraines (prélèvement inférieur à 1m<sup>3</sup>)** à partir des installations dont la localisation, les caractéristiques sont visées dans le tableau ci-après.

Commune	n°ouvrage	Section - Parcelle	Nappe Aquifère	Prof m	Débit m³/h	Volume m³/an	
LEGE-CAP-FERRET	N°1 (24-SC-0101)	AR n°0180	FRFG045B-Sables et Graviers plioquaternaires des lacs médocains	10m		Moins de 1m3/ouvrage	
	N°2 (24-SC-0102)	AT publique		5m			
	N°3 (24-SC-0107)	AR n°0137					
	N°4 (24-SC-0109)	AT n°0080					
ARES	N°5 (24-SC-0201)	BM n°0171		8m			
	N°6 (24-SC-202)	BM publique					
	N°7 (24-SC-0210)	AD publique		5m			
ANDERNOS-les-BAINS	N°8 (24-SC-0302)	AX publique					
	N°9 (24-SC-0401)	CB publique					8m
	N°17 (24-SC-0310)	AW n°0171					
	N°18 (24-SC-0312)	AY n°0001					
LANTON	N°10 (24-SC-0404)	DR n°0001		5m3			
AUDENGE	N°11 (24-SC-0503)	CK n°0189					
	N°12 (24-SC-0512)	DS n°0020					
	N°13 (24-SC-0515)	CL n°0002					
BIGANOS	N°14 (24-SC-0605)	OB n°0592		5m3			
ARES	N°15 (24-SC-0209)	AC n°0240					
	N°16 (24-SC-0211)	AI publique					

Les ouvrages constitutifs à cet aménagement rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

**AVIS IMPORTANT :**

\* Le déclarant est informé qu'il devra respecter son dossier de déclaration ainsi que les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 dont les références sont citées dans le tableau ci-dessus.

**De même, tout changement d'usage des ouvrages doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du Préfet, qui pourra exiger une nouvelle déclaration.**

**RAPPEL :**

\* **La tête des forages est équipée** d'un système de protection évitant les gestes de malveillance et l'intrusion des eaux de surface ou substances polluantes issues notamment des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage (capot cadenassé, margelle en ciment, bac de rétention...).

\* Les ouvrages seront entretenus et rebouchés selon les règles de l'art et les normes en vigueur afin de ne pas impacter le milieu naturel

**Le déclarant ne peut débuter son opération avant le 15 mars 2025**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R.214-35 du Code de l'Environnement.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressés aux mairies des communes de LEGE-CAP FERRET, ARES, ANDERNOS, LANTON, AUDENGE et BIGANOS où cette opération doit être réalisée. Le récépissé est affiché et mis à disposition à la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents et décisions sont également communiqués à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Lacs médocains et du SAGE Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture de la Gironde durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, par les tiers dans un délai de deux mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage aux mairies des communes de LEGE-CAP FERRET, ARES, ANDERNOS, LANTON, AUDENGE et BIGANOS et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'environnement, la réalisation de l'ouvrage et la mise en service de l'installation, doivent intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la présente déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration. La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

En application de l'article R.214-40-2 du Code de l'environnement, lorsque le bénéficiaire de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de

déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

En application de l'article R.214-45 du Code de l'Environnement, « *La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, il est fait application des dispositions de l'article R.214-48...* ».

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le Code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Pour le Préfet de la Gironde, et par délégation,  
Pour le Directeur départemental des territoires  
et de la mer, et par délégation,  
La cheffe de la Division Police de l'Eau  
et des Milieux Aquatiques**



**Yolande PEGUIN**

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).